

Les ch'tites z'in**FO**s du **62**

Le petit journal édité par la section locale FO-DGFiP62 n° 3/2015

Aujourd'hui la réduction des horaires ?

Demain la fermeture des postes comptables et des services !

La mauvaise réponse des Directions Générale et Locale à un vrai problème:

le sous effectif dans les postes et services !

Après avoir laissé penser aux collègues que leur avis était important et serait écouté, après des visites sur sites et les réunions de groupes de travail sur le thème des horaires d'ouverture des services au public, la Direction Locale va nous présenter un projet qui légitime les orientations de l'administration centrale. Celui-ci s'appuie sur une note de la Direction Générale qui cadre la réduction envisagée. Il faut préciser qu'elle n'a aucune obligation à changer les horaires. La note évoque clairement cette liberté.

Pour FO-DGFiP 62, il s'agit d'un nouveau recul du service public.

C'est bien sûr un aveu d'échec de la politique menée par l'administration qui voulait faire croire que l'informatique, Internet et la dématérialisation étaient les solutions miracles. Gouvernements et hauts fonctionnaires préparent élus et contribuables à la fermeture définitive des centres des finances publiques et des services.

C'est la fin de l'égalité de traitement des citoyens, et la disparition programmée du réseau financier et fiscal.

Pour **FO-DGFiP 62**, prétendre que la réduction des horaires améliorera les conditions de travail est un leurre. Comment la DDFiP62 peut-elle aujourd'hui affirmer que la charge de travail ne va pas se reporter sur les jours d'ouvertures restants ? Quelle est sa capacité à contrôler le flux des contribuables aux guichets ? Quand par ailleurs elle est la championne du traficotage des statistiques, elle n'arrive pourtant pas à faire baisser les chiffres concernant l'accueil ! Elle va donc réduire au maximum les plages horaires afin de faire baisser ces chiffres et ainsi justifier, encore et encore, les futures suppressions d'emplois !!!

Il faut préciser que, malgré le manque de personnel, l'immense majorité des agents de structures d'accueil ne veulent pas réduire les horaires d'ouverture. Confrontés tous les jours à des citoyens de plus en plus démunis financièrement, fragilisés socialement par la politique d'austérité menée par les gouvernements successifs, les collègues savent mieux que quiconque la nécessité d'exercer quotidiennement leurs missions.

Le contribuable qui trouvera porte close reviendra, téléphonera ou écrira. En l'occurrence tous les services seront concernés par la réduction des horaires. Cela n'apportera malheureusement aucune amélioration des conditions de travail pour les agents. Pire, dans le contexte actuel, réduire les plages d'ouverture va accroître l'agacement de la population, et engendrer une augmentation des réactions violentes voire incontrôlables de certains usagers.

FO-DGFiP 62 n'est pas dupe, la réduction d'ouverture au public préfigure la fermeture totale des services de proximité.

L'objectif de cette supercherie :

Faire fuir le citoyen et les partenaires en réduisant l'offre d'accueil pour justifier demain la fermeture des sites. Or, les réductions des horaires d'ouverture ne peuvent constituer un palliatif aux sous-effectifs des sites !

Pour **FO-DGFiP 62**, réduire les services de proximité,
c'est brader la République et la démocratie.
Le Service public est un des fondements de la République.
Il est le garant de l'égalité de traitement des citoyens.

FO DGFiP62 DDFiP du Pas de Calais
5 rue du Docteur Brassart SP15 62000 ARRAS

☎ : 06.04.40.51.41

@ : fo.ddfip62@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web : www.fo-dgfip-sd.fr/062/

Bienvenue Monsieur MATHIEU !

Quelques extraits du compte rendu du dernier CTL du Maine et Loire où notre futur N°1 sévissait :

« Si, à FO, nous n'avons pas l'habitude de rejeter sur la direction locale les contraintes des décisions prises par le gouvernement, force est de constater que l'investissement personnel de M.Mathieu sur le sujet fait de lui un coresponsable de la destruction des services de la DDFIP 49. Les deux groupes de travail mis en œuvre sous son égide, son implication personnelle lors des nombreuses visites de sites n'ont eu pour objectif que de faire endosser par les agents eux-mêmes des décisions déjà entérinées par lui en amont. Tenter d'associer les agents et les organisations syndicales au projet, accréditer l'idée d'un consensus autour de la réduction des horaires pour discréditer les services aux yeux des élus et de la population afin de justifier les réformes à venir pour liquider le réseau, voilà la démarche locale mise en œuvre.

M. Mathieu trouve toujours «les meilleurs arguments du monde » pour relayer localement la politique de destruction des services et des missions mise en œuvre par le gouvernement La fin justifiant les moyens, le mensonge et la duperie font partis de cet arsenal.

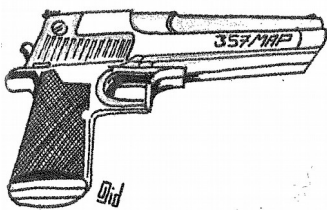
Lors du CTL du 22 janvier, M. Mathieu n'a pas hésité à indiquer que «les agents qui sont contre la réduction des horaires sont ceux qui ne sont pas concernés par l'accueil».

FAUX ! M. Mathieu , prenons l'exemple des agents de la Cité administrative d'Angers. Malgré la difficulté à exercer leur mission d'accueil, ces agents ont voté à l'unanimité contre la réduction des horaires. Alors que vous n'en aviez pas l'obligation, votre réponse a été de leur imposer la fermeture de deux demi-journées par semaine au choix. Combien de postes et services ont été confronté à une situation identique ? »

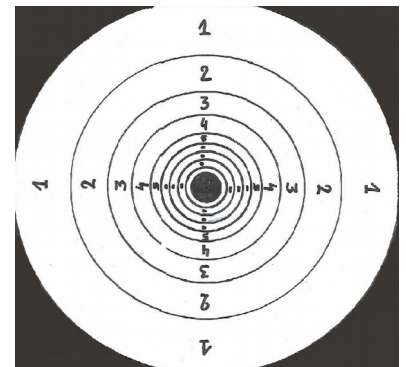
Wait and see ?

Demain, les services publics privatisés ?

C'est une crainte face au devenir du service public dans les zones rurales : Poste, trésorerie, gendarmerie, école. Nous perdons tous les moyens de communication et surtout le côté humain. N'oublions pas que le trésorier est le comptable des communes et de la Communauté de communes. Le ressenti est là : l'abandon de l'État en milieu rural. Les services de l'État disparaissent petit à petit, l'État se décharge sur les communes et le départ d'une trésorerie est une perte pour ses habitants.



DESTRUCTION
DES SERVICES
PUBLICS



La fermeture annoncée des trésoreries est en fait plus exactement une adaptation du réseau à quelques « réalités » locales. Il s'agirait de s'appuyer sur la nouvelle carte intercommunale, qui entérine certaines fusions de communes ou de communautés de communes, et justifierait ainsi la nécessité de fermer certaines structures. C'est bien donc toute une partie du réseau de la Direction Générale des Finances Publiques qui risque de disparaître. La fermeture de dizaines de ces établissements fragilisera tout particulièrement le monde rural qui ne peut se résigner à voir disparaître un service de proximité. Pour les personnes âgées, les personnes handicapées, celles qui ne détiennent pas de moyens de transport ou encore de moyens de communication, cette fuite du service public sera bien réelle !

La DGFIP néglige donc les besoins sociaux des territoires et refuse de maintenir un réseau au plus proche de ses usagers.

L'outil de destruction est le "Schéma triennal d'adaptation des structures et du réseau".

Les ch'tites z'inFOs du 62

Le petit journal de FO-DGFiP62

Pour la DGFiP, ce document est couvert par le secret professionnel, il ne peut être diffusé. Ce n'est qu'un diagnostic, pas un projet. Un diagnostic, parcourant les caractéristiques du territoire et l'offre de service des Finances publiques : le maillage, le type d'accueil (physique, téléphonique...), les établissements publics, les collectivités et leurs besoins...

Voilà de quoi titiller la curiosité.... à **FO-DGFiP 62** nous sommes curieux et déterminés... alors en cherchant on trouve....

Et au détour d'un alinéa, nous avons trouvé cette phrase :

« Les trésoreries ne représentant pas un enjeu capital en terme de service public. Mais aux yeux des élus et de leurs administrés, elles revêtent un caractère symbolique de la lutte contre la désertification des territoires ruraux ».

Et le diagnostic se poursuit par cette affirmation :

« Compte tenu des suppressions d'emplois, une réduction du nombre de postes est cependant nécessaire pour préserver une même qualité de service sur tout le territoire tout en ramenant une proximité acceptable des élus ».

Suppression d'emplois, les mots sont écrits.

Plus loin, sous l'intitulé "Appréciation générale du réseau" on peut lire

« le réseau (des trésoreries, N.D.L.R.) est composé de petites structures qui deviennent de plus en plus difficiles à gérer. La direction locale devra nécessairement supprimer ses plus petites structures pour pouvoir faire face à d'autres suppressions d'emplois car sinon, fatalement, elle sera conduite à fragiliser davantage encore les postes les plus importants où, pourtant, se nouent les plus forts enjeux ».

Les enjeux toujours les enjeux !!!

« On pousse les feux pour assurer le meilleur service sur Internet où on peut télédéclarer, mais aussi télécorriger sa déclaration pour recevoir son dégrèvement tout de suite, d'ici 2017 les usagers auront la possibilité d'avoir un compte finances publiques qui permettra non seulement de payer ses impôts mais aussi de la cantine des enfants ou d'acheter des tickets de piscine... Notre objectif est de favoriser la numérisation pour tous, les agents comme les usagers. Le second axe fort, c'est d'assurer l'accueil et d'améliorer le service pour les personnes les plus fragiles dans les territoires les plus sensibles ».

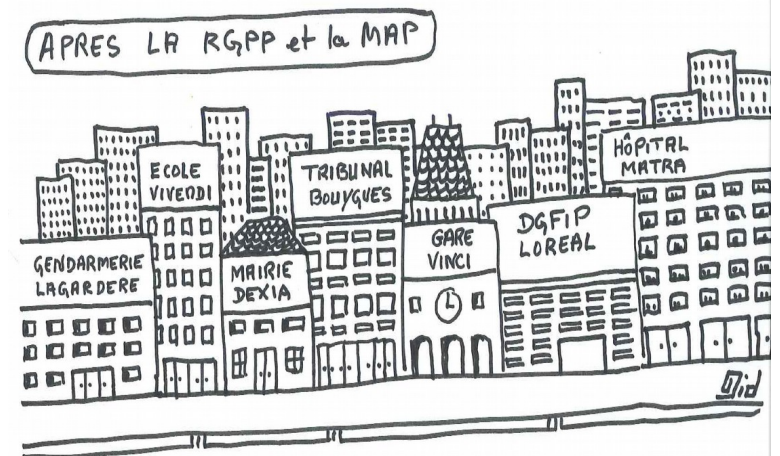
Mensonges et mensonges !

D'ici quelques mois, les missions de recouvrement vont être regroupées dans les SIP, ainsi, de nombreux postes comptables classés C3 redescendront C4 et passeront à la moulinette de la Démarche Stratégique.

La fermeture de nombreuses trésoreries est programmée !

Or, la fin d'une trésorerie ne fera que nourrir la fracture territoriale entre les zones rurales et urbaines et amplifier l'inégalité d'accès à des prestations du service public. Déjà l'hôpital public voit ses missions pillées par les cliniques privées friandes des actes les plus rémunérateurs, les banques et les experts-comptables lorgnent sur les comptes des collectivités locales, la gendarmerie voit ses effectifs fondre à la vitesse V...

Alors demain ? que restera-t-il ?



Les ch'tites z'inFOs du 62

Le petit journal de FO-DGFIP62

Convaincues de la nécessité de lutte commune Privé-Public, les organisations syndicales de fonctionnaires CGT, FO, FSU, Solidaires et FA-FP s'engagent dans un processus de mobilisation et appellent l'ensemble des agents publics à participer massivement à la journée de grève interprofessionnelle du 9 avril 2015 .

Pourquoi ?

La politique d'austérité fait des ravages sur le plan social tout en demeurant totalement inefficace sur le plan économique. Les salariés du privé comme du public paient l'addition des cadeaux fiscaux et des allègements de cotisations sociales accordés aux entreprises.

Cette politique constitue un grave danger pour la cohésion sociale et à terme pour la démocratie.

La DGFIP, exemplaire comme toujours, fournit son contingent de suppressions d'emplois et de réductions budgétaires afin de financer les 50 milliards de réductions programmées de la dépense publique.

RESULTAT

Pour les personnels, dont les traitements sont gelés depuis bientôt 5 ans, cela se traduit par une dégradation accrue de leurs conditions de travail.

Dans le même temps, la Direction Générale avance masquée sur les conséquences pour les services de la réforme territoriale et se prépare, sans le dire, à un démantèlement du réseau. Son cynisme n'a pas de limite à tel point qu'elle vient de proposer aux Ministres de transformer la prime d'intéressement collectif en une sorte de « prime à la casse » des services qui ne serait accordée qu'aux structures mettant en œuvre des réformes.

Le mot réforme, au fil des années a perdu tout son sens et symbolise pour les fonctionnaires de l'État, un repli sans fin et à terme l'abandon de certaines missions

**Le 9 avril, il est grand temps de dire « assez »
en étant tous massivement en grève et en participant aux manifestations.
Seule une mobilisation d'une ampleur équivalente aux attaques que nous subissons
est susceptible de faire reculer le gouvernement.**

Le 9 avril, soyons tous en grève pour exiger :

- ⇒ l'arrêt de cette politique d'austérité économiquement inefficace et suicidaire socialement,
- ⇒ l'arrêt des suppressions d'emplois
- ⇒ l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice,
- ⇒ un régime indemnitaire plus juste,
- ⇒ l'arrêt du démantèlement de nos services,
- ⇒ des moyens à la hauteur des enjeux.

Le 9 avril, en même temps que tous les salariés de ce pays, ensemble pour dire : ça suffit !

**Le 9 avril
PRIORITÉ
AUX AGENTS**

**TOUS EN GRÈVE
ÇA SUFFIT !**